

### *Le budget*

dépenses fiscales qui profitent aux grandes sociétés et qui n'ont absolument aucun résultat productif en ce qui concerne l'accroissement de l'emploi ou de la capacité économique et industrielle. Cela a même été dit dans le rapport Nielsen. Tous les ministériels savent que c'est là une série de dépenses qui n'ont pas été touchées par le gouvernement dans ce budget. Par conséquent, ce groupe de personnes, c'est-à-dire les grandes sociétés riches de notre pays, ne font pas leur part. Comme l'a signalé mon collègue de Nickel Belt, entre 80 000 et 90 000 de ces sociétés ne paient aucun impôt.

Ce que les Canadiens attendaient dans ce budget, c'était un peu de justice afin que le fardeau du déficit soit réparti plus également entre tous les membres de notre société.

Les centres pour femmes de Port Alberni et de Courtenay, dans ma circonscription, fermeront leurs portes le 30 avril. En fait, celui de Courtenay a déjà fermé ses portes parce que son personnel, trop occupé à recueillir des fonds, n'avait plus le temps d'aider les femmes. Celui de Port Alberni fermera ses portes le 30 avril.

Le centre pour femmes de Port Alberni a reçu une subvention généreuse de 26 000 \$ du gouvernement fédéral l'an dernier. Sa contribution à la lutte contre le déficit a représenté 100 p. 100 de cette subvention.

Comme ma collègue, le chef du NPD, l'a signalé hier, la Fletcher Challenge, une grande entreprise forestière en Colombie-Britannique, n'a payé aucun impôt. Quelle est sa contribution à la lutte contre le déficit? Comme l'a signalé mon collègue de Nickel Belt, la Hees International, une société très rentable, n'a payé aucun impôt. Quelle est sa contribution à la lutte contre le déficit?

Tout ce que nous avons lu au sujet du ministère de la Défense et des grandes sociétés qui allaient enfin faire leur part n'était que des articles bidon. Vous savez quoi? Ces gens n'ont rien fait pour porter leur part du fardeau de ce déficit.

• (1750)

L'escroquerie la plus cynique commise à l'endroit de la population canadienne a été faite par le ministre des Finances entre le 11 et le 18 janvier quand il a fait baisser le taux d'intérêt au Canada d'environ 29 points de base. Je pense qu'il l'a fait délibérément. Il voulait faire peur

aux marchés des devises pour laisser entrevoir aux Canadiens que si nous réduisions les taux d'intérêt, il s'ensuivrait une baisse du dollar et de graves problèmes pour notre monnaie.

Pourquoi a-t-il fait baisser les taux d'intérêt de 29 points de base tout d'un coup? Si le ministre avait choisi de le faire plus graduellement, il aurait pu réduire les taux d'intérêt d'autant et même davantage sans perturber les marchés des devises, sans leur donner l'impression que les taux d'intérêt et le dollar canadien étaient en chute libre, ce qui nous aurait causé des problèmes avec nos partenaires commerciaux, surtout les États-Unis qui réagissent mal à un dollar canadien faible. Pourquoi le ministre a-t-il agi ainsi? Je pense qu'il a voulu tromper les Canadiens et leur faire croire qu'on ne pouvait pas réduire les taux d'intérêt, en les faisant baisser tout d'un coup au lieu de le faire plus graduellement.

Après avoir commis ces trois escroqueries à l'endroit de la population canadienne, le ministre a ensuite présenté son budget, qui est très trompeur. Après cette mise en scène avec ces articles bidon et la baisse des taux d'intérêt, le ministre a ensuite essayé de faire croire aux Canadiens que tout le monde se partagerait également le fardeau. Mais en fait, certains en ont porté une part plus lourde que d'autres.

Je voudrais parler un instant du budget du Secrétariat d'État, en ce qui concerne, en particulier, les organisations autochtones. Depuis quelques temps, le gouvernement n'est pas trop content de ces organisations qui voient les répercussions que les politiques des conservateurs fédéraux ont sur les autochtones. Monsieur le Président, nous savons, vous et moi, que ces organisations représentent les plus pauvres parmi les pauvres, les personnes les plus démunies et les plus impuissantes du Canada, les gens dont le rôle dans le développement et l'histoire de notre pays devrait être reconnu dans notre Constitution, ce qui n'est pas le cas. Cette question n'est pas réglée et elle doit être négociée avec le gouvernement du Canada.

Au cours des années, le premier ministre et le Parlement ont reconnu ce fait, mais dans ce budget, le gouvernement met fin à la reconnaissance et à l'appui qu'il accorde aux organisations autochtones du Canada. Il